

# Lampedusa

En 24 heures, ce sont 7 000 migrants, clandestins, qui envahissent cette île du sud de l'Italie, dont la population s'établit au même nombre d'âmes que les arrivants. Ils viennent des côtes tunisiennes, situées à environ 150 kilomètres, répartis sur une flotte de plus d'une centaine d'embarcations.

Quelle personne sensée peut croire qu'un tel déferlement est le fait de seuls migrants ?

Il est évident qu'il s'agit d'une vaste opération bien préparée, nécessitant des moyens matériels et financiers que des passeurs n'ont pu mettre en œuvre sans la complicité et le concours d'organisations structurées plus puissantes.

Une épreuve de force, payante pour les contrevenants. Car, au jeu de la loi du plus fort, les gouvernements sont impuissants, faisant preuve, depuis (trop) longtemps d'une faiblesse croissante. On l'a encore vu, récemment, avec l'embrasement des cités.

Madame Meloni, désespérée, appelle l'Union Européenne à son secours. Attitude étonnante de la part d'un chef de gouvernement qui avait axé sa campagne électorale sur la fermeté dans le combat contre l'immigration illégale.

Et qui avait assuré le peuple italien que son gouvernement saurait s'imposer face à l'adversité, y compris celle des lois de Bruxelles.

Mais, tout comme son homologue grec, Monsieur Tsipras, quelques années plus tôt, ce n'était que de la poudre aux yeux, des mensonges pour accéder au pouvoir. Et l'on peut gager que lorsque Marine Le Pen arrivera au pouvoir, en France — c'est planifié, j'en suis convaincu — le peuple français sera trahi à l'identique. Car les promesses sont faites pour ne pas être tenues et n'engagent que ceux qui y croient, en politique plus qu'ailleurs. On le sait. Mais elles sont un miroir où les électeurs-alouettes continuent de se laisser prendre.

Mais, revenons à Lampedusa.

Bonne âme, répondant à l'appel de la présidente du Conseil italien, Madame Von der Leyen accourt sur cette île.

Elle a beaucoup réfléchi, en quelques jours, à peine. Aussi, présente-t-elle déjà la solution en dix points pour libérer l'Italie de cet afflux migratoire.

On y relève, notamment, un « appel à la solidarité » des états membres de l'UE pour accueillir ces envahisseurs, cela, bien sûr, pour *protéger le continent des immigrations incontrôlées*. De qui se moque-t-elle ? Une insulte à notre intelligence !

Par ailleurs, il s'agit de renforcer le dialogue avec les pays d'origine, pour que leurs dirigeants retiennent les candidats au départ. Comment ? En leur versant des aides financières, évidemment. Pourtant, cette offre-même n'a pas convaincu le président tunisien.

Alors, moi qui ne suis qu'un Français lambda, j'ai d'autres solutions à proposer. Parmi elles, on pourrait revenir sur les accords de Schengen. On pourrait rétablir les frontières ou chaque état, redevenu nation, pourrait décider de sa politique migratoire. On pourrait, aussi, cesser de verser des subventions à des ONG importatrices de migrants. Et, bien sûr, l'interdire à telle commune, tel département ou telle région.

Il faudrait, surtout, se libérer de cette Union Européenne oligarchique qui n'a pas tenu ses promesses : plus de liberté, plus de croissance, plus d'emploi, plus de pouvoir d'achat, plus de paix... Non seulement nous n'avons pas eu ces « plus » mais nous avons eu, dans tous ces domaines, des « moins ». On peut relever, toutefois des « plus » : en matière d'impôts, d'inflation et de censure.

Mon opinion est sûrement trop simpliste pour ces « bacs ++++++ » car, on le sait, en politique « c'est compliqué ». Donc, pas à la portée du citoyen lambda que je suis et qui n'offre aucun intérêt à ces politiciens si ce n'est de pouvoir être taillable et corvéable à merci.

Je suis chrétien et ouvert aux lois de l'hospitalité. Mais elle a des limites à ne pas franchir, pour notre propre survie.

Vidéo : *Les limites du devoir d'hospitalité* <https://youtu.be/atPttuTnyMo>

18 septembre 2023